

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Thématique médiation
sociale et cadre de vie - Attribution de
subventions aux associations pour 2019

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.078

Date de la convocation :
Le 14/05/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 mai 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire.

De plus, la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine en date du 21 février 2014 a élargi la compétence des communautés d'agglomération à la gouvernance du Contrat de Ville. Ce transfert de compétences a entraîné le transfert de l'ensemble des subventions dont bénéficient les associations intervenant sur les thématiques « Médiation sociale et Cadre de vie », exclusivement sur le territoire prioritaire de la commune de Vallauris Golfe Juan.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. apporte une aide sous forme de subventions à un certain nombre d'associations œuvrant sur ce territoire.

Un appel à projets a été lancé en fin d'année 2018 afin de recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2019, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention aux associations suivantes :

- Relais de femmes
- Fondation d'Auteuil (Espace de vie sociale, Conseil Citoyen et Fonds de participation des habitants, Exclusion-inclusion))
- Intergénération santé
- Association Pour la promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes-Maritimes (APPASCAM)

L'action de Relais de Femmes vise à rendre autonome un public éloigné de l'insertion sociale et issu du quartier prioritaire, dans ses démarches administratives, à organiser des ateliers d'information collective sur des sujets de la vie quotidienne.

La première action de l'association Fondation d'Auteuil tend, à travers l'espace de vie sociale, à accueillir, orienter les familles avec enfants des Hauts de Vallauris, sur des actions parents-enfants, des sorties socio-culturelles, à accompagner les parents dans leurs démarches administratives.

La deuxième action retenue de Fondation d'Auteuil vise, à travers le Conseil Citoyen (instance créée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Article 7), à mettre en place une instance composée des habitants du quartier prioritaire et des acteurs locaux, en vue de construire des projets utiles au quartier, participer aux étapes de la programmation des actions politiques de la ville.

La troisième action de Fondation d'Auteuil a pour objectif, avec le fonds de participation aux habitants, de soutenir les projets portés par des habitants du quartier prioritaire à hauteur de 500 euros par projet.

L'action Exclusion – Inclusion portée par Fondation d'Auteuil permet en outre aux collégiens temporairement exclus par mesure disciplinaire, de participer à un programme se substituant à la scolarité et leur permettant de réfléchir sur leurs actes et rejoindre l'établissement scolaire dans un nouvel état d'esprit.

L'action d'Intergénération Santé vise à proposer des sorties socio-culturelles et ateliers parents-enfants pour le public prioritaire du centre-ville de Vallauris.

Enfin, l'association APPASCAM accompagne les associations du quartier prioritaire sur leurs dossiers de demandes de subventions, volet ressources humaines, volet financier ainsi qu'en 2019, à accompagner la démarche d'évaluation obligatoire à mi-parcours du contrat de ville.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à chaque association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2019 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2018 ;

Considérant que les actions de « Médiation sociale et Cadre de vie » menées par les associations RELAIS DE FEMMES, FONDATION D'AUTEUIL, INTERGENERATIONS SANTE, et APPASCAM dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal entrent dans le cadre des compétences confiées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019 ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2019 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention aux associations RELAIS DE FEMMES, FONDATION D'AUTEUIL, INTERGENERATIONS SANTE et APPASCAM selon la répartition suivante :

RELAIS DE FEMMES - Médiation sociale animation et prévention (QPV Vallauris)	5 000 €
INTERGENERATION SANTE - Médiation socioculturelle du quartier (QPV Vallauris)	2 000 €
FONDATION D'AUTEUIL - Espace de Vie Sociale (QPV Vallauris)	4 500 €
FONDATION D'AUTEUIL – Animation du Conseil Citoyen (QPV Vallauris)	3 000 €
FONDATION D'AUTEUIL - Fonds de participation des habitants	1 000 €
FONDATION D'AUTEUIL – Exclusion Inclusion	2 500 €
APPASCAM – Centre de ressources aux bénévoles et évaluation du contrat de ville	6 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations précitées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction « 523 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention aux associations RELAIS DE FEMMES, FONDATION D'AUTEUIL, INTERGENERATIONS SANTE et APPASCAM selon la répartition suivante :

RELAIS DE FEMMES - Médiation sociale animation et prévention (QPV Vallauris)	5 000 €
INTERGENERATION SANTE - Médiation socioculturelle du quartier (QPV Vallauris)	2 000 €
FONDATION D'AUTEUIL - Espace de Vie Sociale (QPV Vallauris)	4 500 €
FONDATION D'AUTEUIL - Animation du Conseil Citoyen (QPV Vallauris)	3 000 €
FONDATION D'AUTEUIL - Fonds de participation des habitants	1 000 €
FONDATION D'AUTEUIL - Exclusion Inclusion	2 500 €
APPASCAM - Centre de ressources aux bénévoles et évaluation du contrat de ville	6 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations précitées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction « 523 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 mai 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION RELAIS DE FEMMES
Action « Médiation sociale-Lien social, animation locale et citoyenneté »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée RELAIS DE FEMMES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but, sans distinction de nationalité, de confession et d'opinion politique, l'animation et la médiation sociale, l'intégration sociale et culturelle des populations en précarité, principalement des femmes et de leurs familles, dont le siège social est situé au 9 rue du Docteur Senes – 06220 VALLAURIS, représentée par Madame Samia LAHMAR, agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **RELAIS DE FEMMES**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville. La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, RELAIS DE FEMMES exerce notamment une mission de médiation sociale et familiale.

Dans ce cadre, il est prévu des actions de proximité tournées vers les femmes et leurs familles telles que l'animation de quartier, l'accueil et l'orientation de publics.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, RELAIS DE FEMMES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation et d'animation sur le quartier prioritaire « Cœur de Ville-Hauts de Vallauris ».

Il s'agit :

- De rendre le public servi par les actions plus autonome dans ses démarches, notamment administratives ;
- De dynamiser et rendre acteurs les habitants du quartier à travers les différentes rencontres, manifestations, débats ;
- D'aider à la résolution des problèmes administratifs par l'information et l'orientation ;
- De développer le partenariat (CIDFF, Parenthèse, l'antenne de justice de Vallauris, MSAP, services de police...) notamment dans le cadre du droit de la famille, la lutte contre les violences conjugales.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement RELAIS DE FEMMES pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 66 850 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

RELAIS DE FEMMES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

RELAIS DE FEMMES s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes issues du quartier prioritaire ;
- Nombre total de personnes accueillies ;
- Nombre d'adhésions nouvelles ;
- Nombre d'ateliers organisés sur la médiation sociale, thématiques abordées et nombre de participants ;
- Nombre d'accompagnements individuels et répartition sur les grandes thématiques ;
- Nombre d'initiations à l'informatique par semaine, sur une année ;
- Nombre de réunions de régulation avec les partenaires, auxquelles l'association a participé ;
- Nombre de réunions de régulation avec les partenaires, organisées par l'association.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par RELAIS DE FEMMES.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ RELAIS DE FEMMES devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

RELAIS DE FEMMES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association RELAIS DE FEMMES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association RELAIS DE FEMMES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association RELAIS DE FEMMES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

RELAIS DE FEMMES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

RELAIS DE FEMMES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), RELAIS DE FEMME s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
RELAIS DE FEMMES,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice- présidente déléguée à la Politique de la Ville

Samia LAHMAR

Michelle SALUCKI

Commission: 5000 €

Relais de Femmes

→ Médiation Sociale, Animation de la vie et citoyenneté 7

- Nombre ateliers
- Nombre Informations collectives
- Nombre de bénéficiaires ateliers et Informations collectives
- Nombre bénéficiaires médiation
- Nombre de bénéficiaires qpv
- Nombre d'orientations vers les partenaires

⁴ Sont comptabilisées ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget⁵ du projet

Année 2019

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 2 052,00 € Prestations de services..... 0,00 € Achats matières et fournitures..... 2 052,00 € Autres fournitures..... 0,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 240,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 240,00 €
61 - Service extérieurs 8 038,00 € Locations..... 7 116,00 € Entretien et réparation..... 42,00 € Assurance..... 880,00 € Documentation..... 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification..... 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 7 543,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 5 628,00 € Publicité, publication..... 1 596,00 € Déplacements, Missions..... 55,00 € Services bancaires, autres..... 264,00 €	74 - Subventions d'exploitation 49 260,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 8 000,00 € POLITIQUE-VILLE-PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR 8 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 6 000,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS..... 6 000,00 € Commune(s)..... 2 000,00 € VALLAURIS (06220)..... 2 000,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 8 000,00 € CAF-06-ALPES-MARITIMES..... 8 000,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)..... 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 25 260,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 0,00 €
63 - Impôts et taxes 0,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 350,00 € 756.Collations..... 350,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
64 - Charges de personnel 32 375,00 € Rémunération des personnels..... 21 060,00 € Charges sociales..... 9 548,00 € Autres charges de personnel..... 1 767,00 €	76 - Produits financiers 158,00 € Produits financiers..... 158,00 €
65 - Autres charges de gestion courante 0,00 € Autres charges de gestion courante..... 0,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
66 - Charges financières 0,00 € Charges financières..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 €	
68 - Dotation aux amortissements 0,00 € Dotation aux amortissements..... 0,00 €	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés..... 0,00 €	
Charges indirectes 0,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Excédent provisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	

86 - Emplois des contributions volontaires en nature 16 842,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 8 522,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 8 320,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 € Ressources propres affectées au projet 0,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 0,00 € 87 - Contributions volontaires en nature 16 842,00 € 870 - Bénévolat..... 8 320,00 € 871 - Prestations en nature..... 8 522,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Total des Charges	Total des ressources

⁶ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁸ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide" européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
Actions spécifiques « Liens sociaux et solidarité »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.
La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation notamment auprès des jeunes par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et de valorisation des initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu de mobiliser les jeunes du quartier des Hauts de Vallauris par un travail de médiation autour d'actions citoyennes afin de lutter contre la délinquance et les actes d'incivilité.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de cohésion sociale à destination des familles des quartiers prioritaires.

Cette mission s'exerce dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population des Hauts de Vallauris et des acteurs locaux afin de définir des actions spécifiques et des objectifs :

- Faciliter et développer l'accès aux infrastructures et aux services de droit commun de la commune par l'accueil, l'information et l'orientation des habitants ;
- Susciter, soutenir et accompagner les initiatives et projets des habitants ;
- Développer les liens et le partenariat entre les structures de la commune et les actions spécifiques AFC ;
- Valoriser les connaissances et la compétence de chacun, à travers les échanges de savoirs et de services ;
- Appréhender l'aide à l'éducation par un réseau de soutien et d'appui à la parentalité ;
- Mobiliser les jeunes du quartier par un travail de médiation autour d'actions citoyennes afin de lutter contre la délinquance et les actes d'incivilité ;
- Sensibiliser au droit civique et au respect de l'environnement.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 170 035 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 4 500 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accompagnées par la structure : nombre de nouvelles entrées, nombre de sorties ;
- Nombre de personnes orientées vers les structures partenaires et typologie des demandes ;
- Nombre d'actions de communication des actions EVS ;
- Nombre d'actions parents ;
- Nombre d'actions enfants (0-6 ans / 6-11 ans / 11-17ans) ;
- Nombre d'enfants orientés vers le PRE ;
- Nombre d'actions collectives par axe du projet social ;
- Nombre de réunion de concertation avec les habitants ;
- Nombre d'informations collectives sur l'axe mobilité, garde d'enfant ;
- Nombre d'informations relayées sur l'emploi aux habitants (forums emploi, flyers partenaires de l'emploi, infos relayées par la commission emploi) ;
- Nombre de personnes réorientées vers les structures de l'emploi (Pôle Emploi, Mission Locale, PLIE, Emploi et Services 06 etc...) ;
- Recensement des demandes formulées par les habitants fréquentant la structure et mise en regard avec les actions et nombre de réunions du comité des usagers ;
- Nombre de réunions de régulation avec les structures partenaires (MSAP, CCAS, Relais de femmes, IGS...).

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL ;

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
Le Président

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice- présidente déléguée à la Politique de la Ville

Nicolas TRUELLE

Michelle SALUCKI

Commission : 4500€

Apprentis d'Avenir

Actions spécifiques liens sociaux et solidarité

3-2.2 Budget prévisionnel de l'action 2019

ACTIONS SPECIFIQUES - EVS

Le total des charges doit être égal au total des produits 2019

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
60 - Achats	2 500 €	70 - Produits des services et ventes diversos	- €
Prestations de service			
Fournitures et matériel non stockés	2 500		
Autres fournitures			
61 - Services extérieurs	16 814 €		
Sous-traitance			
Charges locatives	16 214		
Entretien et de réparations			
Assurances	200	74 - Financements et subventions	127 320 €
Documentation	400	CAF	21 983
		CAF bonification	11 194
Autres		Conseil Régional	
62 - Autres services extérieurs	900 €	CASA	4 500
Honoraires, rémunérations d'intermédiaires		Etat	26 000
Publicités, publications	400	Commune	25 000
Déplacements et missions	500	ARS	2 000
Services bancaires et autres		CAF radicalisation	5 320
		ERILIA	8 500
		DDCS - FDVA	4 000
		ASP	18 823
		Autres financements publics	
63 - Impôts et taxes & Versements assimilés	- €	Autres subventions privées	
Taxes sur les salaires		75 - Autres produits de gestion courante	890 €
Autres impôts et taxes		Cotisation don, legs	890
		Quote-part subventions investissements	
64 - Frais de personnel	137 790 €	76 - Produits financiers	
Rémunération du personnel	137 790		
Charges sociales			
Autres charges du personnel		77 - Produits exceptionnels	41 825 €
		Participation AA suite recherche financement	41 825
65 - Autres charges de gestion courante	12 031 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
Quote-part de résultat sur opérations communes			
Autres charges de gestion courante	12 031		
67 - Charges exceptionnelles			
68 - Dotations			
Dotation aux amortissements		79 - Transfert de charges	
Dotations aux provisions			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contribution volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestation en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	170 035 €	TOTAL	170 035 €



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
Action « Conseil Citoyen »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale, sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville. La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation, notamment auprès des jeunes, par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et d'initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu la mise en œuvre d'un conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris" (article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine).

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre un conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris" conformément à l'article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine.

Le conseil citoyen est mis en place sur la base d'initiatives participatives. Il est animé par un médiateur, composé d'habitants et de représentants des associations et acteurs locaux.

Les conseils citoyens sont associés à l'élaboration d'actions et d'initiatives ayant pour objectifs :

- De conforter les dynamiques citoyennes existantes ;
- De garantir les conditions nécessaires aux mobilisations citoyennes, en favorisant l'expertise partagée ;
- De garantir la place des habitants dans toutes les instances de pilotage ;
- De créer un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants allant dans le sens de l'amélioration du cadre de vie et le mieux vivre ensemble.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 18 478 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 3 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs du projet, réuni au moins une fois dans le courant de l'année, l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à communiquer un bilan annuel mentionnant :

- Nombre total de conseillers, répartition par tranches d'âge et par sexe ;
- Nombre de nouveaux membres entrants sur l'année ;
- Nombre de réunions plénières ;
- Moyenne de membres présents par réunion ;
- Nombre de projets réalisés par le conseil citoyen (CC) ;
- Nombre d'habitants associés aux actions du CC ;
- Thématiques traitées en réunions ;
- Nombre de désengagements sur l'année (sorties) ;
- Le nombre de réunions avec les habitants ;
- Nombre de conseillers présents sur les bilans des actions du contrat de ville ;
- Nombre de conseillers présents aux comités techniques.

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet du conseil citoyen initialement défini est bien respecté.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), la FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel.

Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
Le Président,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Nicolas TRUELLE

Michelle SALUCKI

Commission : 3000€ Appareils d'Auteuil Conseil citoyen

3-2. Budget prévisionnel de l'action

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
DEPENSES IMPREVUES		EXEDENT ANTERIEUR REPORTE	
60 – Achats	200	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	200	74- Subventions d'exploitation	4000
Autres fournitures		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs		Droit commun :	
Locations Immobilières		Etat :	1500
Locations		-	
Entretien et réparation		-	
Assurance		Région(s) :	
Documentation		-	
62 - Autres services extérieurs	270	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI	3500
Formation du personnel		-	
Déplacements, missions	270	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Bailleurs sociaux (détailler) : Erilia Logirem Semlval	
Impôts et taxes sur rémunération,		CAF :	
Autres impôts et taxes		- Animation Globale - Complémentaire	
64- Charges de personnel	14745	- Famille	
Rémunération des personnels chargée,	14745	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Participation AA/ Recherche autres fonds publics/privés	13478
65- Autres charges de gestion courante frais de siège	1065	75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES	2198		
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	18478	TOTAL DES PRODUITS	18478
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature			
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	18478	TOTAL	18478

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
Action « Fonds de participation des habitants »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville. La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation notamment auprès des jeunes par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et d'initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu la mise en œuvre d'un conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris" (article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine).

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre le fonds de participation des habitants sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris", conformément à l'article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine.

Le fonds de participation est animé par la médiatrice du conseil citoyen. Cet outil permet de financer des projets portés par les habitants du quartier prioritaire, à hauteur de 500 euros maximum par projet. Il est cofinancé par l'Etat et la CAF.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 10 107€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs du projet, réuni au moins une fois dans le courant de l'année, l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à communiquer un bilan annuel mentionnant :

- Nombre total de projets présentés ;
- Nombre de projets mis en œuvre le 1^{er} semestre et sur le second semestre ;
- Nombre de porteurs de projets ;
- Moyenne de participants bénéficiaires prévus au projet ;
- Nombre d'habitants bénéficiaires réels du projet (répartition par sexe et 2 tranches d'âge :
– de 25 ans et + de 25 ans) ;
- Répartition du nombre de projets sur les Hauts de Vallauris et sur le centre-ville ;
- Typologie des thématiques des projets mis en œuvre ;
- Nombre de partenaires associés aux projets ;
- Implication et autonomie des habitants (capacité à rédiger, à présenter et mettre en œuvre les projets) ;
- Mesure de la satisfaction des bénéficiaires et porteurs des projets réalisés.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
Le Président

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Nicolas TRUELLE

Michelle SALUCKI

Commission: 1000€

Appointés d'Anterail

Fonds de participation aux
qualificatifs

3-2. Budget prévisionnel de l'action

FPH

Exercice 2019

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
60 - Achats	3 700 €	70 - Produits des services et ventes diverses	- €
Prestations de service	3500		
Fournitures et matériel non stockés	200		
Autres fournitures			
61 - Services extérieurs	- €		
Sous-traitance			
Charges locatives			
Locations			
Entretien et de réparations			
Assurances		74 - Financements et subventions	10 107 €
Documentation		CAF Fonctionnement	500
		CAF Projet	2 500
Autres		Conseil Régional	
62 - Autres services extérieurs	320 €	CASA	1 000
Honoraires, rémunérations d'intermédiaires		DDCS Fonctionnement	1 000
Publicités, publications		DDCS PROJET	1 000
Déplacements et missions	320	ARS	
Services bancaires et autres		CAF radicalisation	
		ERILIA	
		Fondation SEVE	
		Fondation de France	
		ASP	
Autres prestations		Autres autres financements	
63 - Impôts et taxes & Versements assimilés	- €	AA Recherches financements	4 107
Taxes sur les salaires		75 - Autres produits de gestion courante	- €
Autres impôts et taxes		Cotisation don, legs	
		Quote-part subventions investissements	
64 - Frais de personnel	5 792 €	76 - Produits financiers	
Rémunération du personnel	5 792		
Charges sociales			
Autres charges du personnel		77 - Produits exceptionnels	- €
65 - Autres charges de gestion courante	295 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
Frais de siège	295		
Autres charges de gestion courante			
67 - Charges exceptionnelles			
68 - Dotations			
Dotations aux amortissements		79 - Transfert de charges	
Dotations aux provisions			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contribution volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestation en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	10 107 €	TOTAL	10 107 €

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC FONDATION D'AUTEUIL
Action « Exclusion / Inclusion »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville. La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL développe des actions d'accompagnement à la scolarité permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, sont organisées des actions de prévention du décrochage scolaire à destination de 35 collégiens scolarisés au Collège Pablo Picasso (Vallauris) faisant l'objet d'une mesure d'exclusion de 1 à 5 jours sur 9 semaines de septembre à juin.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance.

En prévention du décrochage scolaire, il s'agit d'accompagner les jeunes collégiens exclus temporairement (pour une durée de 1 à 5 jours) à comprendre la raison de cette exclusion et à réintégrer leur parcours scolaire en lui donnant du sens.

Cette mission s'exerce par des rencontres avec les acteurs concernés en amont (professeurs, vie scolaire...).

Il est également prévu la construction d'un parcours personnalisé avec le jeune par le biais de remédiation cognitive, de soutien scolaire et d'entretien avec les parents afin de contribuer à reconstruire l'alliance entre l'institution scolaire, les parents et le jeune.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir FONDATION D'AUTEUIL financièrement pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 16 555€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir, et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs sont :

- Nombre de collégiens ayant bénéficié de ce dispositif,
- Nombre de collégiens exclus plus d'une fois (sur l'année scolaire),
- Nombre de parents reçus préalablement par l'association, nombre de parents ayant refusé l'accompagnement (et les raisons des refus),
- Nombre d'orientations vers d'autres dispositifs pour ces collégiens suivis dans ce programme (ex. sur les VVV, vers le service jeunesse, PRE, sur le CMP),
- Nombre d'actions collectives organisées par d'autres partenaires (Antenne de justice, Passaj).

Ces indicateurs sont aussi qualitatifs :

- Echanges sur les bénéfices de l'action pour les collégiens en lien avec la direction du collège, les parents, les collégiens eux-mêmes, en lien aussi avec une scolarité dite « plus » régulière (réunions de coordination),
- Evaluation de la motivation des jeunes (assiduité, ponctualité, respect des engagements...),
- Evaluation/régulation du dispositif mis en œuvre avec les partenaires impliqués.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
 - Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
 - A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
 - Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
Le Président,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Nicolas TRUELLE

Michelle SALUCKI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

EXERCICE 2019

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
60 – Achats	200	70 – Produits des services et ventes diverses	0
Prestations de service		Prestations de formation	
Achats matières et fournitures	200		
Autres fournitures			
61 - Services extérieurs	640		
Sous-traitance			
Crédit Bail			
Locations	300		
Entretien et de réparations	140		
Assurances	200	74- Financements et subventions	16 555
Documentation		CAF	
Autres		Conseil Régional	
62 - Autres services extérieurs	5 700	CASA	2 500
Honoraires, rémunérations d'intermédiaires	5 600	Etat	12 000
Publicités, publications		Commune	
Déplacements et missions	100	Autres financements publics	2 055
Services bancaires et autres		Autres subventions privées	
Autres prestations			
63 - Impôts et taxes & Versements assimilés	0		
Taxes sur les salaires		75 - Autres produits de gestion courante	0
Autres impôts et taxes		Autres produits de gestion courante	
		Quote-part subventions investissements	
64- Frais de personnel	4 415	76 - Produits financiers	0
Rémunération du personnel	4 415		
Charges sociales			
Autres charges du personnel		77 - Produits exceptionnels	
65- Autres charges de gestion courante	5 600	78 - Reprises sur amortissements et provisions	0
Quote-part de résultat sur opérations communes			
Frais fixes de fonctionnement	5600		
67- Charges exceptionnelles			
68- Dotations	0		
Dotation aux amortissements		79 – Transfert de charges	0
Dotations aux provisions			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 – Contribution volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestation en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	16 555	TOTAL	16 555

BP 2019
Fondation Auteuil
Exclusion / Inclusion

4-1. Déclaration sur l'honneur

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toute demande (initiale ou renouvellement) quel que soit le montant de la subvention sollicitée. Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION INTERGENERATIONS SANTE
Action « Médiation et animation socio-culturelle »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée INTERGENERATIONS SANTE régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de réduire les inégalités en favorisant le lien social et intergénérationnel par des actions de prévention santé, éducatives, culturelles et sportives, dont le siège social est situé 9 boulevard des Deux Vallons – 06220 VALLAURIS, représentée par Madame Jocelyne JEANDESBOZ agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **INTERGENERATIONS SANTE**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville. La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, INTERGENERATIONS SANTE développe des actions de médiation et d'animation socioculturelle.

Dans ce cadre, il est prévu des ateliers d'animation et de médiation socioculturelle et familiale au sein des quartiers politique de la Ville de Vallauris.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, INTERGENERATIONS SANTE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'animation et de médiation.

Cette mission vise à :

- Favoriser le lien social et sortir les familles de l'isolement social ;
- Organiser des actions de soutien à la fonction parentale.

L'association propose un accueil toute la semaine et le samedi.

L'association mettra en place :

- des ateliers autour de la vie quotidienne (nutrition, santé, convivialité, informatique etc...) ;
- des actions favorisant la participation des parents afin qu'ils deviennent acteurs tout en valorisant leurs compétences et leurs savoir-faire ;
- des animations festives (carnaval, fêtes de quartier etc...) ;
- des actions « Vacances » ;
- des ateliers de médiation parents-enfants.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement INTERGENERATIONS SANTE pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 53 819 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

INTERGENERATIONS SANTE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

INTERGENERATIONS SANTE s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes reçues ;
- Nombre d'orientations ;
- Nombre de réunions et/ou d'actions organisées et/ou participées ;
- Nombre de nouveaux adhérents ;
- Nombre de personnes non adhérentes ;
- Nombre d'adhérents par action (répartition enfants, parents) ;
- Typologie des thématiques des actions mises en œuvre ;
- Typologie des grandes thématiques d'orientation.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par INTERGENERATIONS SANTE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

INTERGENERATIONS SANTE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
 - Plus particulièrement, l'association INTERGENERATIONS SANTE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
 - A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
 - Si l'association INTERGENERATIONS SANTE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- INTERGENERATIONS SANTE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association INTERGENERATIONS SANTE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

INTERGENERATIONS SANTE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

INTERGENERATIONS SANTE et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association INTERGENERATIONS SANTE s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel.

Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
La Présidente,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice-présidente Déléguée à la Politique de la Ville

Jocelyne JEANDESBOZ

Michelle SALUCKI

Commission: 2000€

165

Animation de la vie locale -
Médiation socio-culturelle
du quartier 77

- nombre d'actions
- nombre de familles différentes
- nombre d'adhérents et de non adhérents, et personnes de l'extérieur
- Homme-femme
- tranche d'âge (adultes-enfants)
- QPV ou pas QPV
- Nombre de réunions et/ou d'actions organisées et/ou participées
- Dénombrer les grandes thématiques d'orientation (emploi, santé, formation....)

Pour cela, nous allons travailler à la création et à la mise en place d'un outil de comptage excel plus adapté.

Indicateurs qualitatifs :

- Meilleure identification des structures sur la ville
- Autonomie des habitants
- Développement des CPS
- Aisance relationnelle
- Dynamique de groupe : les habitants deviennent force de proposition
- Développement important du lien social

4. Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats... d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tromplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget⁵ du projet

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 3 984,00 € Prestations de services..... 1 412,00 € Achats matières et fournitures..... 1 259,00 € Autres fournitures..... 1 313,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
61 - Service extérieurs 4 802,00 € Locations..... 4 176,00 € Entretien et réparation..... 350,00 € Assurance..... 276,00 € Documentation..... 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification..... 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 3 560,00 € Rémunérations Intermédiaires et honoraires..... 1 000,00 € Publicité, publication..... 500,00 € Déplacements, Missions..... 2 000,00 € Services bancaires, autres..... 60,00 €	74 - Subventions d'exploitation 51 479,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 9 000,00 € POLITIQUE-VILLE-06-ALPES-MARITIMES..... 9 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 6 000,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS..... 6 000,00 € Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 21 000,00 € CAF-06-ALPES-MARITIMES..... 21 000,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)..... 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 15 479,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 0,00 €
63 - Impôts et taxes 0,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	
64 - Charges de personnel 39 133,00 € Rémunération des personnels..... 30 741,00 € Charges sociales..... 8 305,00 € Autres charges de personnel..... 87,00 €	
65 - Autres charges de gestion courante 0,00 € Autres charges de gestion courante..... 0,00 €	

66 - Charges financières 0,00 € Charges financières..... 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 0,00 € 756. Cotisations..... 0,00 € 758. Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750. Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 €	76 - Produits financiers 0,00 € Produits financiers..... 0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 0,00 € Dotation aux amortissements..... 0,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés.. 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
Charges indirectes 0,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 2 340,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 2 340,00 €	Ressources propres affectés au projet 0,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 0,00 €
	87 - Contributions volontaires en nature 2 340,00 € 870 - Bénévolat..... 2 340,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Total des Charges	Total des ressources
53 819,00 €	53 819,00 €

⁶ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

Association Intergénération Santé

9, boulevard des deux vallons

09 51 30 17 43

Tél. 09 51 30 17 43
Siret 514 761 490 0000 - APE 9499Z

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...), renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide" européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA PROFESSIONNALISATION DE
L'ANIMATION SPORTIVE ET CULTURELLE DANS LES ALPES-MARITIMES (A.P.P.A.S.C.A.M.)
Action « Evaluation du contrat de ville à mi-parcours et délocalisation du centre de
ressources et d'information pour les bénévoles »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes-Maritimes (A.P.P.A.S.C.A.M.) régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la conception d'actions d'information, de promotion et d'études susceptibles de favoriser le développement d'emplois à profil associatif, dont le siège social est situé 2, rue de la Foux - 06800 CAGNES SUR MER, représentée par Madame Nathalie AUDIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **l'A.P.P.A.S.C.A.M.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville. La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, l'A.P.P.A.S.C.A.M. exerce notamment une mission de promotion et de professionnalisation de l'animation sportive et culturelle dans les Alpes-Maritimes et de centre de ressources et d'Information des bénévoles.

Dans ce cadre, l'association propose la délocalisation du centre de ressources et d'Information pour les bénévoles.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention l'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'aide au fonctionnement des associations locales (soutien juridique pour le fonctionnement des instances, aide au montage du budget, etc...).

Les principaux objectifs de l'A.P.P.A.S.C.A.M. sont de :

- Participer à la création d'emplois sur le territoire ;
- Apporter une aide à la fonction employeur aux associations ;
- Aider au développement d'activités de lien social sur le territoire ;
- Apporter une aide aux porteurs de projets individuels et collectifs ;
- Responsabiliser et informer les bénévoles ;
- Apporter une aide et expertise pour la réalisation des actions menée par les associations ainsi accompagnées dans le cadre de la programmation du contrat de Ville 2015-2020.

Cette action se déroulera sur le territoire prioritaire « Cœur de Ville - Hauts de Vallauris » en direction des associations du quartier prioritaire qui sollicitent l'association. En complément, pour cette année 2019, l'association accompagne le service politique de la ville et les associations dans l'évaluation des actions financées dans le contrat de ville à mi-parcours.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'A.P.P.A.S.C.A.M pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 9 750 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'A.P.P.A.S.C.A.M. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 6 000 euros.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION - EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan de l'action subventionnée.

6.1 Bilan intermédiaire

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à fournir un bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Les indicateurs quantitatifs sont :

- Nombre d'accompagnements pour les associations œuvrant dans le cadre du contrat de ville,
- Nombre de personnes rencontrées,
- Nombre de réunions avec le service politique de la ville sur l'évaluation du contrat de ville.

Sur le plan qualitatif, chaque mesure d'accompagnement fera l'objet d'une fiche d'évaluation. Chaque association ou porteur de projet aura un dossier permettant d'évaluer son projet associatif et de suivre son évolution.

Concernant l'évaluation du contrat de ville, l'association produira des tableaux d'évaluation des actions, avec des recommandations co-construites avec le service politique de la ville sur les actions clefs du contrat de ville.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et l'A.P.P.A.S.C.A.M.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

➤ L'A.P.P.A.S.C.A.M. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'A.P.P.A.S.C.A.M. remettra à la CASA ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou, au plus tard, avant le 1^{er} août de l'année 2020.
- Si l'A.P.P.A.S.C.A.M. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'A.P.P.A.S.C.A.M., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

L'A.P.P.A.S.C.A.M. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois suivant la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'A.P.P.A.S.C.A.M s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association A.P.P.A.S.C.A.M.,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice-présidente Déléguée à la Politique de la Ville

Nathalie AUDIN

Michelle SALUCKI

Commission: 6000€

Appaxam - Délocalisation du Centre de Recherche et

Bénévoles	1	0.05
Volontaires en service civique		
Personnel mis à disposition « gratuite »		

d'information
pour les
bénévoles 7

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? ☐ oui ☒ non
Si oui, combien (en ETPT) : 0

Date ou période de réalisation : du (le) 01/01/2019 au 31/12/2019

Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

Chaque mesure d'accompagnement fera l'objet d'une fiche d'évaluation, chaque association ou porteur de projet aura un dossier permettant d'évaluer le projet associatif et de suivre son évolution.

Indicateurs quantitatifs : nombre d'accompagnements, nombre de personnes rencontrées, nombre d'emploi créés

Indicateurs qualitatifs : fiche d'évaluation

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget⁵ du projet

Année 2019

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 300,00 € Prestations de services..... 0,00 € Achats matières et fournitures..... 0,00 € Autres fournitures..... 300,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
61 - Service extérieurs 0,00 € Locations..... 0,00 € Entretien et réparation..... 0,00 € Assurance..... 0,00 € Documentation..... 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification.. 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 750,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 0,00 € Publicité, publication..... 100,00 € Déplacements, Missions..... 650,00 € Services bancaires, autres..... 0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 8 250,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 1 500,00 € POLITIQUE-VILLE-06-ALPES-MARITIMES 1 500,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 6 000,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS 6 000,00 € Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés).... 0,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 750,00 €
63 - Impôts et taxes 350,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 350,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 1 500,00 € 756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 1 500,00 €
64 - Charges de personnel 6 850,00 € Rémunération des personnels..... 4 500,00 € Charges sociales..... 2 000,00 € Autres charges de personnel..... 350,00 €	76 - Produits financiers 0,00 € Produits financiers..... 0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante 0,00 € Autres charges de gestion courante, 0,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
66 - Charges financières 0,00 € Charges financières..... 0,00 €	
67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 €	
68 - Dotation aux amortissements 0,00 € Dotation aux amortissements..... 0,00 €	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés 0,00 €	

<p>Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés.. 0,00 €</p> <p><u>Charges indirectes 1 500,00 €</u></p> <p>Charges fixes de fonctionnement..... 1 500,00 €</p> <p>Frais financiers..... 0,00 €</p> <p>Autres charges indirectes..... 0,00 €</p> <p>Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €</p> <p><u>86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 €</u></p> <p>860 - Secours en nature..... 0,00 €</p> <p>861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 €</p> <p>862 - Prestations..... 0,00 €</p> <p>864 - Personnel bénévole..... 0,00 €</p>	<p><u>78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 €</u></p> <p>Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €</p> <p><u>79 - Transfert de charges 0,00 €</u></p> <p>Transfert de charges..... 0,00 €</p> <p><u>Ressources propres affectés au projet 0,00 €</u></p> <p>Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 0,00 €</p> <p><u>87 - Contributions volontaires en nature 0,00 €</u></p> <p>870 - Bénévolat..... 0,00 €</p> <p>871 - Prestations en nature..... 0,00 €</p> <p>875 - Dons en nature..... 0,00 €</p>
<p>Total des Charges 9 750,00 €</p>	<p>Total des ressources 9 750,00 €</p>

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGE"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/05/2019
Numéro : BC_2019_078
Nature : DE - Deliberations
Objet : Thématique médiation sociale et cadre de vie -
Attribution de subventions aux associations pour 2019
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : A26WE0X

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/06/2019
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE

Acte reçu

Date : 20/05/2019
Numéro interne : BC_2019_078
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Thématique médiation sociale et cadre de vie - Attribution de subventions aux associations pour 2019
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 14

99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_4.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_5.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_6.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_7.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_8.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_9.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_10.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_11.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_12.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_13.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_14.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_078-DE-1-1_15.PDF

N